

sion mondiale, mais aussi constater à quel point sont arrivés les Etats impérialistes dans la formation des fronts qui s'opposent dans le carnage mondial.

Pour ce qui est de la situation des classes, nous assistons à l'épanouissement progressif d'une politique qui embrasse les pays sanctionnistes aussi bien qu'antisancionnistes en y comprenant évidemment la Russie Soviétique elle-même. Lors des discussions de Genève nombreuses furent les divergences mais, à la fin, l'accord se réalisa sur une sorte d'échelle débutant par les mesures les moins graves, pour atteindre des formes toujours plus fortes, dans le soi-disant but de priver l'Italie des moyens indispensables à la poursuite de la guerre. En réalité, la graduation dans l'application des sanctions répondait au double but de tâter le pouls à la classe ouvrière aussi bien que de permettre la formation des alliances entre les Etats capitalistes. Car, nous croyons devoir nous dispenser de la nécessité de le démontrer : le bloc des cinquante-et-un Etats du monde entier se coalisant contre l'Italie fait partie des échafaudages trompeurs de la social-démocratie, mais tout le monde comprend fort bien que le capitalisme italien, que Mussolini lève la voix uniquement parce qu'il peut se baser sur des appuis solides, qu'il trouve non seulement dans les fissures existant entre les principaux Etats sanctionnistes (Angleterre, France et Russie) mais aussi et surtout dans l'alliance avec d'autres Etats se dirigeant, eux aussi, vers la constellation dont fera partie l'Italie, Etats qui peuvent fort bien se trouver à l'intérieur ou à l'extérieur du front sociétal et sanctionniste. Le capitalisme italien, tout comme le capitalisme des autres cinquante Etats, tout comme la Russie Soviétique sait où il va et ne se jette nullement à la dérive. La situation n'est nullement éclaircie sur le front inter-impérialiste et les premières escarmouches dans cet ordre, en Europe Centrale, ne permettent pas encore d'entrevoir les deux fronts qui s'opposent demain. Ce qui apparaît d'une façon certaine et décisive c'est la reconstitution des alliances ayant pour but non pas la défense de l'Etat au sein de l'institution genevoise, non l'établissement d'un traité ouvert à toutes les autres puissances, mais des objectifs se dirigeant nettement contre les visées d'autres Etats. Les discussions et les positions qui vont être prises au sujet du pétrole vont permettre une délimitation bien plus nette des constellations et fort probablement à ce moment le bloc des cinquante-et-un Etats sanctionnistes s'effritera pour faire place à une coalition autour des deux puissances qui s'affrontent actuellement : de l'Italie et de l'Angleterre.

Pour ce qui concerne plus particulièrement la classe ouvrière, nous pouvons affirmer que le fil s'étend sur le monde entier : les sanctions ont permis au capitalisme mondial de relier solidement autour de lui les ouvriers de tous les pays : ici sous le drapeau de l'antifascisme et en vue de châtier l'agresseur; en Italie, sous le drapeau de la lutte et de la guerre pour la justice, au nom de la nation prolétarienne, que serait l'Italie se voyant frappée par ces mêmes puissances à l'aide desquelles elle serait venue en 1915. Les ouvriers italiens, bien qu'ils se trouvent dans l'impossibilité de connaître exactement les positions des partis centriste et socialiste qui sont inexistantes en Italie, malgré toute la réclame qu'ils font à l'étranger sur le travail qu'ils développeraient dans la péninsule, sont toutefois mis au courant de la position « sanctionniste » qu'ils défendent à l'étranger. Les ouvriers italiens sont donc mis devant le choix de l'impérialisme italien ou de celui de l'Angleterre qui essaye de se dissimuler au travers de la Société des Nations. Ce n'est pas un dilemme de classe qui est posé devant le prolétariat italien, dilemme qu'il pourrait enfourcher malgré les terribles difficultés, actuelles, mais un dilemme entre deux forces impérialistes et il n'est nullement étonnant qu'empêché du fait de la politique contre-révolutionnaire de ces deux partis d'entrevoir leur chemin propre, forcés de faire un choix, ils se dirigent vers l'impérialisme italien, car dans la défaite de ce dernier, ils voient compromises leurs vies, la vie de leurs familles, aussi bien d'ailleurs qu'ils voient s'accen-

tuer le danger d'une plus forte aggravation de leurs conditions de vie. De plus, une fois forcés d'entrer dans le domaine du « choix » les ouvriers finiront par admettre que la thèse de Mussolini n'est pas fautive quand il affirme que la sanction elle-même est une profonde « injustice » car le pays détenant toutes les matières premières indispensables à la guerre pourrait demain se passer de toutes les décisions genevoises qui s'abattent sur l'Italie à cause de la situation injuste qui lui fut faite à Versailles. Demain peut-être quand leur œuvre sera arrivée à maturation et que les conditions pour la guerre mondiale se seront présentées, nous verrons centristes et socialistes consommer l'acte extrême de leur trahison en se basant sur l'opinion qu'affirmeront à ce moment les ouvriers étourdis par la vague chauviniste. Mais alors aussi nous assisterons aux fruits d'une politique qui, au travers des sanctions, de l'approbation et de la revendication des sanctions contre l'agresseur, a commencé par brûler les derniers voiles et à se révéler pour ce qu'elle est : une force de tout premier ordre au service de la cause du capitalisme mondial.

A la confusion des problèmes monétaires les ouvriers français opposeront leurs front de classe

S'il fallait un seul indice pour marquer l'extrême état de faiblesse du prolétariat français, il suffirait d'indiquer les « graves » débats parlementaires de ces derniers jours, où, avec le sort du cabinet Laval s'est joué le « sort de la France ». C'est au Parlement que la grande attaque du Front Populaire s'est déclenchée et c'est sur cette arène de duperie que les « grands » ténors de la politique française ont débattu les thèses de la « déflation », de la « dévaluation », les mirages socialistes et centristes sur l'accroissement du pouvoir d'achat des consommateurs. Voilà donc les objectifs suprêmes du Front Populaire : déplacer l'attention des ouvriers du terrain concret de leurs revendications pour la reporter sur les tréteaux de la foire démocratique où les ouvriers entendront des polémiques savantes dont ils ne comprendront goutte. L'équilibre du budget, « l'humanisation » des décrets lois de Laval, la déflation, la dévaluation, autant de discours dont l'essentiel se ramène toujours à des attaques de classe contre les travailleurs. Mais cela ne signifie pas que tous ces éléments n'aient pas un caractère particulier : il ne s'agit donc pas de les écarter d'une façon simpliste, mais de les ramener sur le front réel où se joue le sort des classes.

Quel est l'élément fondamental de l'expérience monétaire belge ? Un économiste catholique, M. Baudhuin, l'a mis clairement en évidence. Ou l'on continuait la politique de déflation du gouvernement Theunis jusqu'à réduire encore de 20 à 30 p.c. les conditions de vie des ouvriers, ou l'on effectuait la dévaluation en réduisant l'encaisse métallique dans ces proportions. Ce qui décida la bourgeoisie belge c'est certainement le dilemme devant lequel elle se trouva : anéantir les organisations de classe du prolétariat par une vive attaque ou détruire des capitaux thésaurisés. Elle put atteindre ses objectifs contre le prolétariat tant sur le terrain économique que social, par des manœuvres monétaires dont la social-démocratie servit de couverture. C'est le capital financier, les grandes banques, qui prirent l'initiative de cette mesure de classe afin de maintenir le rendement des capitaux accumulés et contribuer ainsi à incorporer le prolétariat à la classe dont il est le représentant qualifié dans la société capitaliste.

Sans même examiner les autres pays survivants du bloc or (Hollande, Suisse),